



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Septième billet, mai 2010)**

Chères habitantes et chers habitants de la commune,

Les cendres de l'Eyafjallajökull n'ont pas encore fini de se dissiper que de nouveaux nuages s'amoncellent sur nos cieux. Ne parlons pas des désastres économiques qui s'abattent sur certains Etats d'Europe et dont les répercussions se feront sentir chez nous, tôt ou tard et plus ou moins durement. Arrêtons-nous plutôt sur la future Suisse de demain, telle que la voient les grands décideurs du pays, ces fameux réservoirs à pensée, plus connus sous leur nom de guerre de « think tank de l'économie ».

Dernier en date, l'ex-directeur de l'Office fédéral du développement territorial (ARE), Pierre-Alain Rumley y est aussi allé de sa recette. On y découvre le nouveau visage de la Suisse : 9 cantons et des communes d'au moins 10'000 habitants. La vision Rumley n'a pas réinventé la poudre : d'autres avant lui ont également préconisé un redécoupage idéal de notre pays, parmi eux les pontes de l'économie, version zurichoise, Avenir Suisse, qui a l'oreille du Conseil fédéral.

Dans la logique Rumley, à l'exception de l'arc jurassien, les cantons tournent autour des métropoles que sont ces grandes villes de Zurich, Berne, Lausanne et Genève. Fribourg passerait ainsi à Berne, sans autre forme de procès. Dans ses pronostics de développement économique du pays, le Conseil fédéral et Avenir Suisse avaient déjà relégué Fribourg à l'état de no man's land dans l'axe de Genève, Lausanne, Berne, Zurich, villes considérées comme devant être redynamisées économiquement, tandis que les autres seraient gardées à l'état de provinces campagnardes, sans effort financier particulier de la Confédération en matière de développement économique.

Soyons objectifs : les thèses de M. Rumley ne sont pas totalement infondées. Le maintien d'entités séculaires n'est plus possible aujourd'hui et même si les communes actuelles du canton de Fribourg présentent chacune leur particularité et leur spécificité qui en font l'attache de proximité en faveur du citoyen, le prix à payer pour le maintien de ces structures surannées est beaucoup trop important et ne peut, à moyen terme, être supportable pour la collectivité fribourgeoise.

Le canton de Fribourg offre une palette d'avantages et de prestations non négligeables : canton universitaire, bilingue, avec un développement d'industries de pointe et à haute valeur ajoutée, ainsi qu'un secteur des services intéressant,

idéalement situé en plein centre de l'axe Genève – Zurich, proche des aéroports internationaux et parfaitement desservi par les transports publics. Sa situation financière est florissante et son économie prospère. Son offre de prestations socio-culturelles et sportives élargie. Mais le canton peine à se vendre et à se mettre en valeur.

Les communes, loin d'avoir la taille idéale, s'essoufflent. Les grandes communes supportent de plus en plus une lourde charge financière liée et doivent faire face à des phénomènes socio-économiques plus complexes et plus difficiles. La nouvelle péréquation, mise en place dans la douleur, corrige certes certaines erreurs criantes, mais ne réforme pas véritablement le système. Les structures territoriales, composées de 7 districts, sans commune mesure les uns avec les autres et de 168 communes de taille et de poids incomparables, ne sont plus appropriées, mais aucun effort véritable n'est entrepris en vue de les adapter. Le Conseil d'Etat mène une politique trop frileuse à la fois pour encourager les fusions de communes et pour propulser le développement d'un centre économique fort dans l'axe Genève – Zurich. La politique d'incitation à la fusion de communes ne doit pas aboutir à des « fusionnettes », mais tendre à de véritables fusions de communes d'au moins 5'000 à 7'000 habitants et doit favoriser les fusions de grandes communes, en les dotant des moyens financiers appropriés. Le canton doit centrer ses efforts financiers sur le développement du pôle économique du grand Fribourg, pas uniquement par le biais des moyens financiers liés à la NPR, mais aussi en injectant des fonds pour développer et rendre attractives les offres sociales, culturelles, sportives et d'aménagement du territoire respectueux de la qualité de vie. Ce faisant, il doit décharger les communes des poids financiers liés aux offres qui servent avant tout les intérêts du canton.

Le grand défi qui attend le canton de Fribourg ces prochaines années est lié à trois pôles :

- développer un centre cantonal fort du point de vue économique et social
- réussir une réforme des structures territoriales vraiment révolutionnaire et
- renforcer la capacité économique des communes.

Cette future vision du canton suppose l'abandon de certaines prérogatives et l'acceptation de quelques sacrifices ; ce n'est pas une opération indolore, mais c'est le prix qu'il faudra, à terme, payer pour que le canton garde la place qu'il mérite au sein de la Confédération.

Erika Schnyder, syndique